

DIRECTION DES Relations  
avec le Département et les Communes  
~~L'ADMINISTRATION COMMUNALE~~  
REQUÊTE DE L'ENVIRONNEMENT

MARSEILLE, le

~~BUREAU~~

Dossier suivi par :

Mlle NOGRENI

n° 53 - 1981 A

CN/MG

A R R E T E

autorisant la Société "HUILES, GOUDRONS et DERIVES"  
à exploiter un atelier de fabrication de pâtes anthra-  
céniques à PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE

LE PREFET COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE  
DE LA REGION DE PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,  
ET DU DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, relative aux  
installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,

VU la demande présentée par la Société "Huiles, Goudrons  
et Dérivés", à l'effet d'être autorisée à exploiter un atelier de  
fabrication de pâtes anthracéniques dans l'usine de Port-Saint-  
Louis-du-Rhône B.P. 82,

VU les plans de l'établissement projeté et des lieux  
environnants,

VU l'avis du Chef de Bureau de Défense en date  
du 29 décembre 1981,

VU l'avis de M. l'Ingénieur Général, Directeur du  
Port Autonome de Marseille en date du 8 janvier 1982,

.../...

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 12 Janvier 1982,

VU l'avis du Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi en date du 8 février 1982,

VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle ce projet a été soumis et l'avis du commissaire-enquêteur en date du 23 février 1982,

VU l'avis du Sous-Préfet Directeur Départemental de la Sécurité Civile en date du 24 février 1982,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement en date du 11 mars 1982,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 18 mars 1982,

VU l'avis du Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République de l'arrondissement d'Istres en date du 26 mars 1982,

VU les avis du Directeur interdépartemental de l'industrie en date des 13 novembre 1981 et 25 mai 1982,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 21 juillet 1982,

CONSIDERANT que les nuisances engendrées par l'activité ne sont pas de nature à faire obstacle à la délivrance de l'autorisation,

CONSIDERANT cependant qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions particulières en vue de réduire ces nuisances (pollution des eaux et de l'air),

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

### A r r ê t e :

ARTICLE 1er. - La Société HUILES, COUDRONS et DERIVES est autorisée à installer un atelier de fabrication de pâtes anthracéniques d'une capacité de production de 3000 T/an dans l'enceinte de son usine de Port-Saint-Louis-du-Rhône, B.P. 82, PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE (13513).

Article 2.-

La présente autorisation est subordonnée au respect des prescriptions suivantes :

- 1° - Les nouvelles installations seront situées et aménagées conformément aux plans et notices joints à la demande notamment ceux numérotés :

N° 70949

71043

71051 réf. B

- 2° - Toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

- 3° - Ces installations devront satisfaire aux règles d'aménagement et d'exploitation des usines de traitement de pétrole brut, de ses dérivés et résidus annexées à l'arrêté ministériel du 4 Septembre 1967 modifié par les arrêtés du 12 Septembre 1973 et du 19 Novembre 1975.

Elles seront, en outre, assujetties aux règlements et aux consignes générales de sécurité en vigueur dans l'usine ainsi qu'aux dispositions des arrêtés préfectoraux n° 119-1972 du 16 Mai 1974 et n° 49-1980A du 8 Octobre 1981.

4° - Prévention de la pollution des eaux

- 4.1 - La section raffinage sera située à l'intérieur d'une aire étanche formant cuvette de rétention dont la capacité sera supérieure à celle du plus gros réservoir de stockage.

Les eaux pluviales et de ruissellement collectées sur cette aire seront considérées comme des eaux polluées et seront dirigées vers les installations de stockage et d'incinération réservées à cet effet.

La capacité de stockage des eaux polluées de l'ensemble de l'usine sera portée à 680 m<sup>3</sup> (compte tenu de la réalisation de la 2ème étape de l'atelier de pâtes anthracéniques

- 4.2 - La section écaillage et conditionnement sera installée sous abri.

Les eaux pluviales et de ruissellement collectées en dehors de l'aire bétonnée ci-dessus seront dirigées vers le bassin de lissage de l'usine avant leur rejet au milieu extérieur

5° - Prévention de la pollution atmosphérique

- 5.1 - Tous les événements des appareils contenant des produits liquides ainsi que ceux de l'écailleuse, de l'élévateur et du silo d'écailles seront collectés, transportés par un balayage d'azote vers les fours à goudron où ils seront incinérés.
- 5.2 - Les émissions de poussières au niveau de l'écailleuse et de l'ensacheuse seront captées et traitées dans un système de dépoussiérage à manches filtrantes et dont l'efficacité de traitement est de 30 mg de poussières par m<sup>3</sup> normal d'air.

6° - Sécurité des installations

- 6.1 - Le circuit de fluide caloporteur avec son unité de chauffage électrique sera rigoureusement conforme aux prescriptions de l'arrêté type n° 120 joint du présent arrêté.
- 6.2 - Le circuit des événements gazeux sera protégé contre les surpressions éventuelles par des soupapes de sûreté ou des disques de rupture.

Ces dispositifs de sécurité seront judicieusement répartis sur les différents équipements, notamment sur le silo d'écailles, le vase d'expansion de la section raffinage, le réseau d'azote, etc...

- 6.3 - Le matériel électrique utilisé sera de sûreté dans les zones dangereuses établies sous la responsabilité de l'exploitant.
- 6.4 - Le stockage des palettes sur l'aire prévue à cet effet devra être réalisé de façon à permettre la circulation des véhicules du service d'incendie.
- 6.5 - L'interdiction de fumer ou d'apporter du feu sera matérialisée par des panneaux avec des caractères très apparents.
- 6.6.- Un moyen de liaison avec la salle de contrôle sera mis à la disposition du chef de poste ou des opérateurs effectuant les rondes.
- 6.7 - Une consigne d'incendie particulière au nouvel atelier sera établie.

L'examen périodique du nouveau matériel de lutte contre l'incendie mis en oeuvre sera inséré dans le registre d'incendie.

- 6.8 - Les moyens complémentaires de défense contre l'incendie devront être déterminés en accord avec le bureau prévention de la Direction des Services Départementaux d'Incendie et de Secours, 9, bld de Strasbourg, BP 303, 13301 MARSEILLE CEDEX 3.

ARTICLE 3.

L'exploitant devra, en outre, se conformer aux dispositions :

- a) du Livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs;
- b) du décret du 10 Juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 Novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 4.

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Etablissements Classés et de l'Inspection du Travail. Il sera tenu à l'exécution de toutes mesures que l'Administration jugerait ultérieurement nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 5.

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de trois ans à dater de la notification du présent arrêté ou s'il n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 6.

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander toutes autorisations administratives prévues par les textes autres que la loi du 19 Juillet 1976.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 7. - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8. - Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, le Sous-Préfet, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement d'Istres, le Sous-Préfet Directeur Départemental de la Sécurité Civile, le Maire de Port-Saint-Louis-du-Rhône, le Directeur Interdépartemental de l'Industrie, l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours et toutes autorités de Police et de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Pour copie conforme:  
Le **DIRECTEUR,**



MARSEILLE, le

25 AOUT 1982

Pour le Préfet  
Commissaire de la République  
Le Secrétaire Général Adjoint,

Gérard GRAND

DESTINATAIRES :

Marc FERRUA

- M. le Maire de PORT ST LOUIS DU RHONE
- M. le Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République de l'arrondissement d'Istres
- M. le Sous-Préfet Directeur Départemental de la Sécurité Civile
- M. le Directeur Interdépartemental de l'Industrie
- M. l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture
- M. le Directeur du Port Autonome de Marseille